



**PRÉFET  
DE LA DRÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 Valence

Valence, le 30/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **IBE TEXTILES COLORS**

4 route de Valence  
26760 Beaumont-lès-Valence

Références : 20240411-RAP-DAEN0366  
Code AIOT : 0006102492

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2024 dans l'établissement IBE TEXTILES COLORS implanté 4 route de Valence 26760 Beaumont-lès-Valence. L'inspection a été annoncée le 23/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Opération coup de poing

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- IBE TEXTILES COLORS
- 4 route de Valence 26760 Beaumont-lès-Valence
- Code AIOT : 0006102492
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site IBE, situé au cœur de Beaumont-Les-Valence, est spécialisé dans l'impression sur étoffe à partir de machines rotatives et d'impression jet d'encre.

Elle dispose d'une autorisation d'exploiter en date du 17 juin 1996 modifié par les arrêtés préfectoraux du 17 juillet 2008 et du 20 février 2014.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024 :Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Délais
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Demande de justificatif à l'exploitant	31/12/24
5	Respect des VLE – Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV	Demande de justificatif à l'exploitant	30/06/25

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
6	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
7	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
8	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit réaliser un plan de son réseau détaillé en s'assurant de sa mise à jour. Celui fourni est un synoptique réalisé par la communauté d'agglomération sur la base de la déclaration de l'exploitant. Suite au changement du préleveur pour les mesures de rejet des eaux industrielles, l'exploitant devra communiquer dès leur réception les résultats et les mesures envisagées en cas de dépassement des valeurs d'émission concernant les concentrations en DCO et DBO<sub>5</sub>.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Schéma des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et arrêté préfectoral du 17 juin 1996
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant a mis à disposition un plan du réseau, il s'agit de celui annexé à l'autorisation

<p>préfecturale de déversement des eaux dans le réseau collectif de la communauté d'agglomération.</p> <p>Ce plan date du 13 décembre 2023, il comprend les eaux domestiques, les eaux résiduaires et les eaux pluviales</p> <p>Les points de rejets associés à chaque réseau et les points de prélèvement sont présents sur le plan mais pas clairement définis.</p> <p>Sur ce plan, il est indiqué qui s'agit d'un synoptique réalisé par la communauté d'agglomération et qu'il doit faire l'objet d'une mise à jour.</p> <p>La convention prévoit également la réalisation de travaux sur les réseaux avant 31/12/2024 principalement celui longeant la rivière l'Écoutay, le réseau montrant des signes de vieillissement (porosité)</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il convient de mettre à jour, le synoptique annexé à la convention avec la communauté d'agglomération en cartographiant les installations, les entrées et les sorties, en identifiant le milieu récepteur et en indiquant les zones de prélèvement. Ce plan doit être communiqué dans le délai indiqué dans la convention puis systématiquement lors des prochaines visites ou en cas de modification du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 31/12/2024</p>

## N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 17/06/1996, article 4.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les rejets s'effectuent pour les eaux industrielles polluées dans le réseau public aboutissant à la station d'épuration de PORTES-LES-VALENCE. Le raccordement au réseau d'assainissement collectif se fera en accord avec le gestionnaire du réseau ; une convention préalable sera passée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les eaux industrielles sont canalisées et rejetées dans un premier bassin avant d'être envoyées dans un second bassin en aval de la rivière l'Écoutay. Les prélèvements pour les analyses sont effectués dans ce second bassin.</p> <p>Les eaux industrielles sont ensuite envoyées à la station d'épuration de Portes-Les-Valence.</p> <p>L'autorisation de déversement des eaux industrielles dans le réseau de collectes a été renouvelée le 13 décembre 2023.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 3 : Points de prélèvement aménagés

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50 et Arrêté préfectoral du 17/06/1996</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).</p>

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Les points de prélèvements sont tous aménagés. Le point intermédiaire au niveau de la première sortie est facilement accessible. Le point de prélèvement principal où sont effectués tous les échantillonnages est entièrement aménagé : local fermé, table de travail, lavabo... Aucune demande d'aménagement n'a été faite par les organismes de contrôle pour modifier les points de prélèvements.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Raccordement au réseau d'assainissement collectif

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 17/06/1996, article 4.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> Le raccordement au réseau d'assainissement collectif se fera en accord avec le Gestionnaire du réseau ; une convention préalable sera passée. Cette convention fixera les caractéristiques des effluents déversés...
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'une convention de déversement, actualisée le 13 décembre 2023, ainsi que d'un contrat avec un organisme de contrôle qui effectue tous les contrôles périodiques. Les résultats sont rentrés mensuellement sur GIDAF par le correspondant Eau de la société IBE Textiles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 17/06/1996, article 4.4.3 modifié
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement
<b>Prescription contrôlée :</b> Cette convention fixera les caractéristiques des effluents déversés...  L'établissement est responsable, à ses frais, de la surveillance et de la conformité de ses rejets...  A ce titre, des mesures et prélèvements moyens d'échantillons et analyses seront réalisés selon les modalités indiquées ci après :

Nom du point de mesure : SORTIE STATION DE TRAITEMENT		Prélèvement 24 heures		
Désignation	Fréquence	Paramètres	Concentration mg/l	Flux journaliers maximum kg/j
▪ Mesure du débit avec enregistrement	EN CONTINU			
▪ Mesure du pH avec enregistrement	EN CONTINU	pH compris entre 5,5 et 8,5		
▪ Mesure de la température avec enregistrement	EN CONTINU	Température inférieure à 30°C		
▪ Prélèvement d'échantillon	MENSUELLE	MES	250	150
▪ Analyses à réaliser sur les échantillons moyens 24h (proportionnellement au débit - conservation basse température > 4°C)	MENSUELLE	DCO	1000	600
▪ pH, Température in situ	MENSUELLE	DBO5 <sup>nd</sup>	200	120
▪ DCO	MENSUELLE	Azote global (exprimé en N)	250	150
▪ DBO5	MENSUELLE	Phosphate total (exprimé en P)	10	6
▪ MES	MENSUELLE	Phénols	0,3 si flux > 3 g/j	
▪ NTK (azote organique et ammoniacal)	MENSUELLE	Fluorures	15 si flux > 150g/j	
▪ NGL (azote global)	MENSUELLE	Hydrocarbures	10	
▪ Phosphore total	MENSUELLE	Chrome Hexavalent	0,1 si flux > 1 g/j	
▪ AOX	MENSUELLE	Chrome trivalent	0,5 si flux > 5 g/j	
▪ Hydrocarbures totaux	MENSUELLE	Cuivre	0,5 si flux > 5 g/j	
▪ Chrome III, Chrome VI, Chrome total*	MENSUELLE	Nickel	0,5 si flux > 5 g/j	
▪ Cuivre	MENSUELLE	Molib	0,5 si flux > 5 g/j	
▪ Fluorures	MENSUELLE	Zinc	2 si flux > 20 g/j	
▪ Nickel	MENSUELLE	Cadmium	0,1	
▪ Plomb	MENSUELLE	Mer + aluminium	5 si flux > 20 g/j	
▪ Zinc	MENSUELLE			

### Constats :

Les résultats des contrôles périodiques montrent un dépassement du pH et de la concentration en DCO et DBO<sub>5</sub>.

Les dépassements relatifs au pH (8,5) sont très faibles de 0,1 à 0,2 mais sont très fréquents. Sans aucune modification dans son process et avec la présence d'un bassin d'homogénéisation, le pH peut varier 8 à 8,7. Pour l'heure aucune solution n'a été trouvée pour éviter les dépassements.

L'exploitant va se rapprocher du gestionnaire de la station d'épuration de Portes-les-Valence et de son prestataire, pour essayer de trouver une solution. La convention prévoit une mise en conformité pour le 30/06/2025.

Concernant le dépassement de la concentration en DCO et DBO<sub>5</sub>, il a été procédé au changement du matériel de prélèvement à la demande de Veolia, qui suspectait une défaillance du préleveur. Les résultats étaient attendus sur les analyses du mois de Mars qui n'ont pas révélé de dépassement. Les résultats sont réciproquement de 685 mg/l et de 187 mg/L.

### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit communiquer via GIDAF, les résultats des analyses des eaux industrielles dès réception. En cas de nouveau dépassement de la concentration en DBO<sub>5</sub> DCO, il devra informer l'inspection des installations classées des actions correctives envisagées sous 1 mois.

L'exploitant doit aussi transmettre à l'inspection des installations classées, les éléments correctifs mis en place concernant les valeurs de pH au fur à mesure des investigations.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** Selon la convention de déversement au 30/06/2025

**N° 6 : Transmission GIDAF**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission GIDAF
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les résultats des analyses sur les eaux industrielles sont télétransmises mensuellement par l'exploitant. En cas de difficultés, délai des résultats, congés, retard dans un prélèvement... l'exploitant prévient par téléphone ou par courriel l'inspection des installations classées.</p> <p>Toutefois, l'exploitant doit apporter plus de précisions et de justifications en cas de dépassement des valeurs limites.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

**N° 7 : Débit de rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 17/06/1996, article 4,2	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Débit de rejet	
<b>Prescription contrôlée :</b> La quantité maximale journalière d'eau prélevée dans le milieu naturel sera limitée à 700 m <sup>3</sup> /j	
<b>Constats :</b> Un compteur est installé dans le local de prélèvement permettant de mesurer le débit en continu. Les valeurs en continu sont enregistrées par le prestataire de la société. L'exploitant dispose d'un tableau de suivi du débit mensuel. Les valeurs de prélèvements sont en dessous de la valeur limite autorisée :	
JANVIER	552
FEVRIER	443
MARS	537
AVRIL	470
MAI	320
JUIN	455
JUILLET	327
AOUT	79
SEPTEMBRE	343
OCTOBRE	552
NOVEMBRE	288
DECEMBRE	144

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 8 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
---

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
--

<b>Constats :</b>
-------------------

L'exploitant a procédé à la campagne d'analyses relatives au PFAS. Les prélèvements ont été réalisés sur la fin de l'année 2023 et le début de l'année 2024.
--

Les résultats ont été communiqués à l'inspection des installations classées et ont été déclarés dans GIDAF. Ils ne montrent aucun dépassement des VLE fixé par le l'arrêté ministériel susmentionné.
--

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
---